

## Montréal, métropole financière

Paul Dell'Aniello

Volume 43, Number 1, April–June 1967

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1003310ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1003310ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

HEC Montréal

### ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Dell'Aniello, P. (1967). Montréal, métropole financière. *L'Actualité économique*, 43(1), 112–117. <https://doi.org/10.7202/1003310ar>

**Montréal, métropole financière** Il peut sembler pour le moins pompeux d'accorder le titre de métropole financière à une ville qui, comme c'est le cas de Montréal, se situe à moins de 400 milles de New York, de Boston et même de Toronto. Qu'il soit bien entendu que si nous voulons continuer à parler ici de Montréal en tant que métropole financière ce ne sera nullement dans un sens ordinal mais bien plutôt dans un sens cardinal. Il ne sera donc pas question de déterminer le rang qu'occupe Montréal par rapport aux autres centres financiers importants qui l'entourent. Nous nous intéresserons plutôt à montrer que Montréal est une ville qui renferme des institutions financières très importantes sur le plan des actifs qu'elles contrôlent. Partant de là on admettra facilement que ces diverses organisations sont le siège de décisions financières occasionnant des mouvements de fonds imposants tant sur le marché monétaire que sur celui des capitaux. Cette situation est en soi suffisante pour faire de Montréal une métropole financière.

Une particularité de l'organisation des institutions financières rend ce développement un peu plus rigoureux. En effet, s'il est vrai que sur le plan géographique nos principales institutions financières sont fortement décentralisées, il faut bien comprendre que cette décentralisation en est une au niveau de l'approvisionnement. Un peu comme les racines d'un arbre, les succursales de nos banques à charte, les bureaux régionaux de nos compagnies d'assurance vont chercher des épargnes qui sont ensuite pompées au siège social. Or c'est au siège social de nos diverses institutions financières que se prennent les décisions d'investir ou d'emprunter. Il en découle donc que la ville où l'on retrouve les sièges sociaux de plusieurs institutions financières deviendra un centre financier et cela, sans égard à la provenance des fonds. C'est donc dire qu'une ville n'est pas nécessairement un centre financier parce que son bassin de population épargne beaucoup. Elle en deviendra plutôt un parce qu'on retrouve chez elle des institutions qui recueillent de l'épargne, peu importe la provenance de cette épargne.

Ainsi, nous avons au Canada deux centres financiers importants : Montréal et Toronto. Il serait extrêmement difficile de déterminer à qui revient le titre de métropole financière du Canada.

Si l'on se donnait la peine de faire une distribution pour toutes les villes canadiennes des décisions financières qui y sont prises on arriverait sûrement à une distribution bi-modale avec pour modes Toronto et Montréal. On verra par exemple que, pour ce qui a trait aux banques, ces deux villes ont une importance presque égale ce qui ne sera plus vrai lorsque nous parlerons de l'activité boursière ou du domaine de l'assurance-vie. Dans ces deux derniers cas, Montréal n'a pas la même importance que Toronto.

Il y a cependant lieu de noter ici qu'il ne faudrait pas donner le même poids à toutes les catégories d'institutions financières. Les banques, par exemple, sont dans une classe à part autant à cause de la nature de leurs opérations qu'à cause du réseau d'influence qu'elles ont tissé autour d'elles. Ainsi, avant la nouvelle loi sur les banques, ces dernières avaient une influence directe sur nos plus importantes maisons de fiducie. Par l'investissement direct ainsi que par d'ingénieuses imbrications de bureaux de direction, nos banques finissaient par avoir leur mot à dire dans pratiquement tous les secteurs de la finance. Il ne nous appartient pas de déterminer si une telle influence est souhaitable ou nocive. Qu'il suffise de dire ici que celui qui voudrait déterminer l'importance relative des deux centres ne pourrait pas se permettre d'ignorer cet « effet multiplicateur » de l'importance des banques.

Nous examinerons comment Montréal est un centre financier puissant en prenant comme critère l'importance des institutions financières qui y ont leur siège social : particulièrement les banques, les bourses et les compagnies d'assurance-vie.

*Banques à charte* — Ainsi, 5 de nos 8 banques à charte canadiennes ont leur siège social à Montréal. Ces banques montréalaises, dont les plus grosses sont pratiquement de la taille des grandes banques américaines, contrôlent 51 p.c. de l'actif total de toutes nos banques canadiennes alors que Toronto a deux banques qui contrôlent 35 p.c. de l'actif total.

Si l'on revient à l'image des « succursales-racines » qui vont chercher des épargnes, on voit que nos banques montréalaises vont recueillir des fonds non seulement dans le Québec mais dans tout le Canada. Ainsi, les banques montréalaises ont 49 p.c. des suc-

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

cursales de banques dans tout le Canada. Si l'on s'en tient au Québec ces mêmes banques détiennent 73 p.c. de toutes les succursales de banques au Québec.

**Tableau I**

**Actif des banques à charte <sup>1</sup>**

Banques montréalaises	Actif au 31/12/66 (en millions de dollars)	Banques non montréalaises	Actif au 31/12/66 (en millions de dollars)
Banque Royale .....	6,958	Banque de Commerce Cana- dienne Impériale (Toronto)	6,708
Banque de Montréal .....	5,486	Banque de la Nouvelle-Écosse (Halifax) .....	3,658
Banque Canadienne Nationale ..	1,107	Banque Toronto-Dominion (Toronto) .....	3,071
Banque Provinciale .....	551		
Banque Mercantile .....	234		
<b>Total .....</b>	<b>14,336</b>	<b>Total .....</b>	<b>13,437</b>
<b>Grand total : 27,773</b>			

**Tableau II**

**Répartition des succursales de banques <sup>2</sup>**

Banques	Nombre de succursales	Au Québec	En dehors du Québec
Royale .....	1,095	173	922
Commerce .....	1,363	180	1,183
Montréal .....	959	180	779
Nouvelle-Écosse .....	673	63	610
Toronto-Dominion .....	677	71	606
Canadienne Nationale .....	340	324	16
Provinciale .....	204	174	30
<b>Total .....</b>	<b>5,311</b>	<b>1,165</b>	<b>4,146</b>

1. *Gazette du Canada*, 4 février 1967.

2. Source : Rapports annuels des banques. Nous avons omis la Banque Mercantile qui n'a pas le même mode d'opération.

L'activité des banques peut se mesurer par le volume des transactions qui s'effectuent à travers nos chambres de compensation.

**Tableau III**  
**Volume des chèques tirés sur des comptes individuels**  
**échangés aux centres de compensation**

	1939		1963		1965	
	En millions de dollars	En p.c.	En millions de dollars	En p.c.	En millions de dollars	En p.c.
Montréal ....	8,759	27.71	98,803	27.43	132,793	27.90
Québec .....	977	3.09	9,092	2.52	10,599	2.23
Sherbrooke ..	83	0.26	917	0.25	1,193	0.25
Toronto .....	10,173	32.18	130,999	36.36	178,642	37.53
Canada .....	31,617	100.00	360,267	100.00	475,980	100.00

Il est intéressant de noter que malgré une activité industrielle et commerciale plus vive à Toronto qu'à Montréal (dénotée par le volume des chèques tirés) nos banques montréalaises sont quand même, globalement, plus importantes que les banques torontoises. On peut donc dire qu'il se prend dans les banques montréalaises des décisions portant sur des capitaux torontois en ce sens que nos banques vont puiser en dehors du Québec plus que les autres banques viennent puiser dans le Québec. Il est peut-être impossible de quantifier cet énoncé autrement que par le nombre de succursales que les banques montréalaises ont à l'extérieur (1,947) par rapport au nombre de succursales que les autres banques ont dans le Québec (314).

*Banques et caisses d'épargne* — L'activité de ces banques est complétée par celle d'une banque d'épargne et de certaines asso-

	Actif fin 1966 (en millions de dollars)
Banque de la Cité et du District .....	394
Fédération de Montréal des Caisses populaires Desjardins ..	114
Union régionale de Montréal des C.P.D. ....	528
Fédération des Caisses d'Économie .....	65
	<b>1,101</b>

ciations coopératives d'épargne et de crédit. Si l'on se borne à la région de Montréal, on voit que les actifs de ces institutions dépassent un milliard.

Nos deux bourses de valeurs mobilières ont une activité combinée qui les place parmi les bourses les plus importantes du monde. Les transactions à la Bourse de Montréal portent surtout sur les titres d'entreprises industrielles qui sont connues au moins à travers le pays, sinon dans le monde entier. À la Bourse Canadienne la majeure partie des transactions porte sur des titres de mines ou de pétroles. La valeur des titres cotés sur les bourses canadiennes était la suivante, au mois de janvier 1966 :

Bourse de Montréal :	99,960,510,384	dollars
Bourse Canadienne :	3,302,491,271	"
Bourses de Montréal et Canadienne combinées :	103,263,001,655	"

**Tableau IV**  
**Volume des transactions, janvier-décembre 1966**

	Nombre de titres transigés	Valeur en dollars
Bourse de Montréal		
Industrie .....	40,952,872	—
Mines et Pétrole .....	819,543	—
Total .....	41,772,415	846,923,618
Bourse canadienne		
Industrie .....	6,228,544	—
Mines et Pétrole .....	249,352,578	—
Total .....	255,353,537	159,409,429
Grand total .....	297,353,537	1,006,333,117

*Compagnies d'assurance-vie* — On retrouve dans ces institutions des entreprises de toutes les tailles à partir des géants qui détiennent au Canada des actifs de plus de 1 milliard de dollars jusqu'à des nouveaux-nés qui n'ont que quelques millions d'actif. Si l'on n'examine que les 30 compagnies les plus importantes tant par l'ampleur de leurs actifs que par le volume impressionnant d'assurance en vigueur qu'elles détiennent, on a quand même un

**Tableau V****Importance relative des compagnies d'assurance-vie montréalaises**

	Actif	Assurance-vie en vigueur
7 compagnies montréalaises ..	22.4	15
23 autres compagnies .....	77.6	85
Total des 30 compagnies les plus importantes au Canada .	100	100

échantillon plus que suffisant de l'ensemble du secteur. Ces 30 entreprises avaient en 1966 des actifs détenus au Canada de 11.6 milliards de dollars et elles détenaient 88 p.c. de l'assurance en vigueur au Canada.

Or parmi ces compagnies il s'en trouve 7 qui ont leur siège social à Montréal. Ces dernières détiennent au Canada des actifs de 2.6 milliards de dollars et détiennent 15 p.c. de l'assurance-vie du groupe.

Paul DELL'ANIELLO

**Montréal,  
métropole industrielle**

Montréal, métropole du Canada, avait au dernier recensement décennal, c'est-à-dire en 1961, une population de 1.2 million de personnes, soit 5.6 p.c. de la population totale du pays. La population de sa plus proche rivale, Toronto, représentait, la même année, 3.6 p.c. du total. Ce sont les deux seules villes dont la population dépassait le demi-million. Au niveau de la seule province de Québec, on peut facilement mesurer l'ampleur de la concentration de population par le fait que la ville de Montréal accapare près du tiers de la population urbaine de cette province. Le pourcentage correspondant pour la ville de Toronto est de 14 p.c., ce qui signifie que l'importance de cette ville par rapport à l'Ontario, pour ce qui est de la population, est inférieure de plus de la moitié à celle de Montréal par rapport au Québec. Cependant, cette vue statique ne fait pas état d'une baisse du degré de